Document generated on 08/13/2025 1:11 a.m.

Relations

RELATIONS

Livres

Number 768, October–November 2013

URI: https://id.erudit.org/iderudit/70220ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this review

(2013). Review of [Livres]. *Relations*, (768), 39–42.

Tous droits réservés © Relations, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

UN CHOIX TRÈS DIFFICILE

Marie de Hennezel
NOUS VOULONS TOUS MOURIR DANS LA DIGNITÉ
Paris, Robert Laffont, 2013, 139 p.

« Mourir dans la dignité » est peu à peu devenu, dans le débat public québécois, synonyme du droit de mettre fin à sa vie de manière choisie et anticipée : quand la souffrance, l'angoisse, voire l'agonie sont trop grandes ou trop longues, la personne concernée devrait pouvoir demander et obtenir qu'on abrège le processus d'une manière ou d'une autre. Or, comme le rappelle le titre du dernier livre de Marie de Hennezel, nous voulons *tous* mourir dans la dignité. Et c'est précisément au nom de cette dignité qu'elle plaide contre le droit à l'euthanasie, qu'on désigne souvent sous l'expression plus socialement acceptable « d'aide médicale à mourir ».

Marie de Hennezel a une très longue et riche expérience de l'accompagnement des personnes en fin de vie. Elle a publié plus d'une douzaine de livres sur la question depuis 20 ans, participé activement comme psychologue à la mise sur pied des premiers projets de soins palliatifs en France et rédigé deux rapports ministériels sur la question à la demande du gouvernement français. Son plus récent livre est un cri du cœur provoqué par l'intention du gouvernement Hollande de modifier la loi Leonetti, en vigueur depuis 2005, dans le but d'autoriser désormais le suicide assisté, voire l'euthanasie.

Au Québec, le gouvernement Marois a déposé en juin dernier son projet de loi sur les soins de fin de vie. À mon avis, tous les partisans de cette loi devraient s'imposer la lecture du plaidoyer remarquablement informé de Marie de Hennezel avant de se faire une opinion définitive. Car loin d'être une défense moraliste, religieuse ou idéologique de la vie, ce petit livre est tout entier habité par l'expérience d'une longue fréquentation des personnes en fin de vie et l'observation de l'effet concret des lois et des politiques sur le terrain.

L'auteure montre, entre autres, comment la réflexion sur le « mourir dans la dignité » est surtout le fait des générations plus jeunes, y compris les

« jeunes séniors » (60-75 ans), alors que les personnes les plus directement concernées (les plus de 75 ans) sont résolument contre une loi sur l'aide à mourir. Elle souligne par ailleurs que l'adoption d'une loi, quelle qu'elle soit, ne garantit en rien son application sur le terrain. Surtout, elle affirme qu'il n'existe que très peu de cas concrets où de véritables soins palliatifs ne peuvent pas répondre adéquatement aux souffrances et aux angoisses des personnes en fin de vie et de leurs proches.

Par contre, de plus en plus de gens considèrent les diminutions et les pertes dues au vieillissement comme une atteinte à leur dignité (alors qu'il s'agit plutôt, selon l'auteure, d'une atteinte à leur estime de soi). Elles ne veulent pas vivre longtemps en souffrant de maladies comme l'Alzheimer, par exemple. Si bien que ces personnes sont plutôt favorables à l'idée de la « mort sur demande », chacun pouvant choisir librement le moment et la manière de mourir qui lui convient. Dans un contexte de pressions économiques croissantes sur nos systèmes de santé, ce discours risque de gagner en importance; car, comme certains pourraient être tentés d'arguer, pourquoi permettre à des gens âgés inconscients d'occuper des lits qui manquent pour des malades plus jeunes?

Il y a, dans toute société, une « ligne rouge » à ne pas franchir. Humaniser la mort, soulager la souffrance et accompagner les personnes en fin de vie est un devoir pour toute société : c'est le sens des soins palliatifs qui font encore trop souvent cruellement défaut. Mais autoriser, au risque de la banaliser, l'aide médicale à mourir, que ce soit par le suicide assisté ou par l'euthanasie, est un choix de société qui risque de nous hanter longtemps si nous le faisons.

DOMINIQUE BOISVERT

DWORKIN : LA FRANC-TIREUR

Andrea Dworkin
LES FEMMES DE DROITE. PRÉFACE DE CHRISTINE DELPHY
Montréal, Éditions du remue-ménage, 2012 (1983), 266 p.

Étonnant comme plusieurs des questions abordées dans *Right-Wing Women* d'Andrea Dworkin, publié en 1983, se répercutent dans certains débats et enjeux actuels. La vision pessimiste et les sombres projections qui se dégagent de cet essai de la militante féministe radicale, décédée en 2005, ont une résonance contemporaine bien réelle. Il suffit de penser au discours des opposants au mariage pour tous en France, à la résurgence du débat sur l'avortement et à l'émergence du mouvement de femmes conservatrices REAL Women, au Canada, à la

montée de l'antiféminisme aux États-Unis ou encore au fléau des viols collectifs en Inde, par exemple.

Cette traduction française de Martin Dufresne et Michèle Briand rappelle à juste titre la pertinence de la pensée de Dworkin, en dépit de l'intransigeance et de la véhémence de certaines de ses positions qui, malheureusement, font parfois ombrage au reste de son propos. Péremptoires, ses opinions tranchées lui ont d'ailleurs valu d'être une figure controversée, même dans son propre camp. Et c'est ce qui explique, selon la sociologue Christine Delphy,

qui signe la préface de cette réédition québécoise, la quasi absence de l'auteure du panorama féministe francophone.

Voyage à travers la psyché des femmes conservatrices, *Les femmes de droite* brosse le portrait plus large de l'oppression systémique vécue par les femmes au sein de la société patriarcale américaine. Ce faisant, Dworkin jette un éclairage cru et toujours d'actualité sur les instruments de domination qui servent à les maintenir prisonnières de cet ordre social : la violence et le viol à l'intérieur comme à l'extérieur du mariage, l'inceste, l'exploitation reproductive et financière, le contrôle exercé sur le corps, la pornographie, la prostitution, la religion, l'homophobie. Sa force réside dans l'analyse et la description fines – nourries de références à d'autres auteures – des rapports de pouvoir qui teintent les relations hommes-femmes et confinent les secondes dans une « classe de sexe » inférieure.

Au fil de cette dense réflexion, Dworkin pousse toutefois le cynisme à l'extrême, postulant que les femmes de droite « ont compris » qu'elles « valent plus à l'intérieur du foyer qu'à l'extérieur » et qu'il est vain, même dangereux pour elles de lutter contre ce système fondé sur une misogynie profondément enracinée, à gauche comme à droite. Ainsi, leur posture conservatrice serait un choix délibéré pour survivre dans cette société où les seules fonctions sociales qu'on leur reconnaît sont « procréer et être baisées ».

Selon cette conception, les hommes forment ainsi un bloc monolithique, mû par le désir exclusif et inné de dominer, d'exploiter, voire « d'annihiler » les femmes. Une telle analyse réductrice exclut que le comportement des hommes puisse aussi être conditionné par leur culture et leur éducation. On y voit le rejet catégorique de l'idée que des hommes aient pu, sincèrement et en toute bonne foi, participer au mouvement d'émancipation des femmes, comme si celui-ci excluait complètement le genre masculin.

D'ailleurs, outre son plaidoyer en faveur du démantèlement du système de « classes de sexe » et pour la « reconstruction radicale de la société », on trouve dans la critique de Dworkin bien peu de pistes et de solutions concrètes. Or, bien qu'imparfaites ou incomplètes, il faut bien reconnaître les avancées qui ont été réalisées.

Les esprits fougueux et critiques comme Andrea Dworkin seront toutefois toujours nécessaires pour bousculer les tabous, montrer certains côtés plus sombres de la réalité et, surtout, rappeler que la route sera encore longue pour éradiquer complètement le sexisme et atteindre l'égalité hommes-femmes.

PASCALE SÉVIGNY

DÉVOILER L'EMPRISE DE LA GESTION

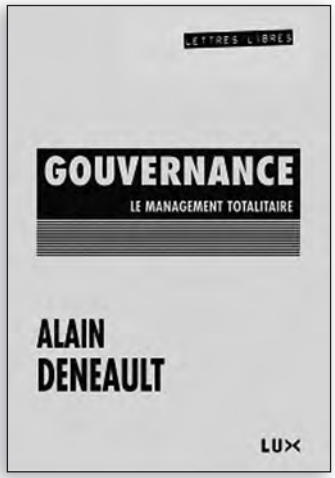
Alain Deneault
GOUVERNANCE. LE MANAGEMENT TOTALITAIRE
Montréal, Lux Éditeur, 2013, 200 p.

Avec son dernier essai, Alain Deneault nous offre une mise en examen méthodique d'un concept phare de l'ère néolibérale, mais qui demeure malgré tout obscur et trop rarement étudié à l'aide des outils de la pensée critique : la gouvernance. Deneault se propose ici de le soustraire des mains de ses propagateurs et de ses praticiens hébétés – personne n'osant vraiment le remettre en cause – afin d'en exposer le caractère autoritaire.

Le style concis et lapidaire de cet essai a de quoi ébranler; la gouvernance, comme technique d'organisation qui tend à se substituer aux liens politiques, exerce-t-elle réellement sur notre société la mainmise idéologique que l'auteur lui attribue? Ce doute, s'il est légitime, n'en confirme pas moins le propos de l'essai : la gouvernance, ce nouveau « management totalitaire », s'organise justement en maquillant ses traces et ses dérives. La promotion du pragmatisme et de la gestion au cas par cas qu'elle met de l'avant consiste, paradoxalement, à faire voir un arbre pour mieux cacher la forêt. La force de l'auteur, justement, c'est de nous rappeler que la forêt existe bel et bien.

À la lecture de l'ouvrage, deux principes viennent en tête qui permettent ainsi de saisir les mécanismes d'occultation du caractère autoritaire et technocratique de la gouvernance.

Premier principe : la politique est rabaissée à une simple technique de gestion se voulant le reflet du marché, compris comme mode d'organisation naturel et optimal. Pour Deneault, la gouvernance se traduit par la mise en place d'un gouvernement imposant les normes marchandes afin d'étendre l'emprise, tant spatiale que temporelle,



des rapports sociaux capitalistes. Les conflits et les débats qui mènent normalement à la formulation d'une idée du commun et du juste sont alors soit occultés, soit dénoncés comme étant nuisibles à l'atteinte de l'efficience organisationnelle. Le concept de gouvernance, en raison même de sa plasticité, enferme toute conception de la vie en société dans une forme d'éternel présent glorifiant le monde tel qu'il est.

Deuxième principe : l'organisation de la sphère publique est conçue comme simple agrégat d'intérêts privés. Les individus ne sont pas compris comme des citoyens, mais comme des « ayant-droit », et les groupes sociaux ne sont plus des collectivités – et encore moins des classes – mais de simples « partenaires ». Un individu ou un groupe incapable de se constituer en ayant-droit/partenaire crédible se trouve donc exclu des processus de recherche de consensus pourtant si valorisés dans le modèle de la gouvernance. Deneault insiste : sous le couvert d'un discours favorisant l'horizontalité et la participation, la gouvernance se révèle en fait une technique de gouvernement verticale et autoritaire, nommant « consensus » ce qui en fait n'est que la victoire de l'intérêt du plus fort.

Certains regretteront l'absence d'une analyse plus poussée de la manière dont s'opère la mise en place, dans le contexte québécois, de pratiques inspirées de la gouvernance (introduction de la méthode *lean* dans le système de santé, mise en concurrence des établissements d'éducation, augmentation des exigences de reddition de compte dans le secteur communautaire, virage commercial des grandes sociétés d'État, etc.). Cela dit, cet essai ouvre la voie à de futures recherches plus approfondies.

La qualité du livre d'Alain Deneault tient, en définitive, à sa capacité de nous faire saisir toute la violence d'un mode hégémonique du management qui conçoit son application universelle comme étant une fin en soi. En ce sens, le qualificatif de *totalitaire* choisi par l'auteur trouve toute sa pertinence.

PHILIPPE HURTEAU

CE TROP-PLEIN DE POLICE…

Francis Dupuis-Déry (dir.)
À QUI LA RUE? RÉPRESSION POLICIÈRE ET MOUVEMENTS SOCIAUX
Montréal, Écosociété, 2013, 280 p.

Dans un contexte où l'on a vu plus de 4500 arrestations en 2012, l'usage d'agents provocateurs, des insultes et des menaces proférées par des agents en uniforme, un nombre effarant de blessés et devant des plaintes et des rapports accablants de la Ligue des droits et libertés, il y a de quoi s'interroger sur l'attitude de la police québécoise pendant le «printemps érable», mais aussi face à la contestation politique tout court. C'est à cette tâche que s'attellent les auteurs de cet ouvrage collectif, qui se penche sur un sujet presque tabou dans notre société: l'intensification de la répression politico-policière des mouvements de contestation. Bien que les manifestations soient un phénomène social important et légitime dans les démocraties occidentales, leur récurrence depuis la fin des années 1990 s'est accompagnée d'une transformation des forces policières au fil du temps: nouvelles stratégies, nouveaux outils de répression, nouvelle définition des évènements, nouveau profilage.

Au courant du XXe siècle, le contrôle des foules dans les pays occidentaux passe de la responsabilité de l'armée à celle de la police. Cette dernière tend alors à ressembler de plus en plus à une organisation paramilitaire, dotée d'une autonomie politique et d'une immunité juridique. Pour arriver à ses fins, elle use d'une panoplie de stratégies agressives, impliquant notamment des infiltrateurs, car «la grande part de la répression des mouvements sociaux est délibérément invisible» (p. 28). S'appuyant sur l'utilisation d'armes «non létales», elle justifie a posteriori ses comportements arbitraires ou encore les arrestations préventives et de masse par des mises en récit parfois mensongères amplifiant la menace et rendant les victimes responsables de leur propre répression.

Le livre démontre également que ce n'est pas en fonction des actions, mais de l'identité «réelle ou perçue» qu'il y a répression: étudiants, altermondialistes ou anticapitalistes sont particulièrement visés; l'escouade GAMMA (Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes), créée par le Service de police de la Ville de Montréal, en atteste. La stratégie de répression sélective vise par ailleurs à semer le doute chez les manifestants, comme en atteste ce témoignage reproduit par Dupuis-Déri: «On ne savait jamais comment réagir, car les mêmes évènements ne menaient pas aux mêmes actes policiers» (p. 233). Cette tension induit alors une pression installant un climat de culpabilité et de peur, neutralisant a priori les velléités d'opposition par le recours à l'intimidation. Il s'agit, par exemple, de tuer dans l'œuf une manifestation pacifique juste «parce que c'en est assez, des manifestations» (p. 253). Le message véhiculé par la police, relayé par des médias, contribue également à la construction d'un discours public aux accents orwelliens: les arrestations de masse sont justifiées afin de protéger les manifestants des automobilistes; une manifestation pacifique est tolérée, mais on interpelle des dizaines de manifestants…

Le Québec se targue d'être une société ouverte où il fait bon vivre. Mais à y regarder de plus près, Montréal – «capitale de l'arrestation de masse» – est à plusieurs égards une ville lisse, plus que policée, et le Québec une société de l'interdiction. Dans ce contexte, la liberté s'apparente à un privilège octroyé par des personnes agissant à leur guise, en toute impunité. Pour certains, la démocratie repose avant tout sur le respect de la loi, quitte à créer le désordre par la répression pour maintenir l'ordre; pour d'autres, elle réside plutôt dans la possibilité de critiquer et de manifester librement son opposition. Mais lorsque les premiers prennent le dessus sur les seconds en empiétant sur leurs droits, la démocratie devient une façade qui ne peut que s'effriter, et plus rapidement qu'on le croit.

BENOÎT COUTU